

(Suite de la page 1)- la mise en disponibilité d'office ou à la retraite des titulaires des services restructurés après trois propositions de reclassement (article 7);

A SUD nous réclamons un véritable droit à mutation selon un barème commun reconnu par tous et des priorités de choix en cas de restructuration et de disparition de postes.

- la « possibilité » de cumul d'emplois à temps partiels pour un même agent dans les trois fonctions publiques (article 14) ;

A SUD nous nous opposons aux temps partiels imposés et dénonçons le grave danger de dégradation des conditions de vie et de travail contenu dans cet article.

- la possibilité de déroger au statut général de la fonction publique pour de besoins propres à l'organisation de la gestion (article 19) ;

A SUD nous demandons un statut de la fonction publique plus favorable aux fonctionnaires.

Statuts, stabilité et garantie de l'emploi sont gravement menacés. Les contractuels et les personnels en contrats aidés sous payés sont déjà très nombreux dans les fonctions publiques. Cette nouvelle loi fait de la précarité la règle officielle en matière d'emploi.

A la poste, à l'éducation, à la santé, à la territoriale, c'est la fin programmée des services publics.

Abrogation de la loi du 3 août !

STAGE DE FORMATION SYNDICALE

“SITUATION ET DROITS DES AGENTS À LA RÉGION”

**JEUDI 11 FÉVRIER 2010 de 9H à 17H À LA BOURSE DU
TRAVAIL DE PARIS**



En cette période de répression et d'autoritarisme, il est bon de connaître ses droits statutaires et les possibilités de résister aux abus de la hiérarchie.

SUD organise un stage sur ce sujet, ouvert à tous, syndiqués et non-syndiqués.

Chaque fonctionnaire ou agent non-titulaire peut bénéficier de 12 jours de formation syndicale par an.

La demande doit être faite au plus tard un mois avant le stage (soit avant le 11 janvier 2010), par voie hiérarchique, auprès de l'autorité compétente (modèle ci-dessous) :

MODELE DE DEMANDE DE STAGE :

NOM Prénom Date

Fonction

Etablissement

A M. le Président de région s/c du chef d'établissement,

En application de la loi n° 82-997 du 23 novembre 1982 et du décret n° 84-474 du 15 juin 1984, je demande à bénéficier d'un congé pour formation syndicale de 1 jour, en vue de participer à la session de formation syndicale qui se déroulera le 20 octobre 2009 à Paris, sous l'égide de l'Institut National de Formation et d'Application du Centre de Culture Ouvrière et de l'association nationale Culture et Liberté (5, rue Saint Vincent de Paul – 75010 Paris).

Signature

Signalez-nous votre inscription au stage à

SUD EDUCATION

30 bis rue des boulets

75011 Paris

tél. : 01 44 64 72 61 / fax : 01 44 64 72 66

sudeducation75@wanadoo.fr